



Le pastoralisme en Mauritanie: un secteur résilient face aux chocs climatiques et économiques

L'élevage pastoral est non seulement essentiel pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de sa population, mais fait partie intégrante de l'identité et de la culture du pays. En effet, d'après le dernier recensement de l'élevage, le cheptel national comprend plus de 29 millions de têtes, dont 20 millions de petits ruminants, 6 millions de bovins et 2 millions de camélidés (ANSADE, 2025), et il génère des emplois pour environ un tiers de la population active en milieu rural (ONS, 2015). Tandis que les bovins dominent dans le sud, les petits ruminants sont dispersés sur tout le territoire et les camélidés se situent principalement au nord et au sud-est du pays. L'élevage en Mauritanie se caractérise par une diversité de systèmes de production comprenant les systèmes extensifs transhumants, les systèmes extensifs sédentaires, et les systèmes semi-intensifs et intensifs, plus proches des villes ou des voies de commercialisation.

La transhumance suit des schémas influencés par les saisons et la disponibilité des ressources naturelles, avec une saison des pluies allant de juin à septembre, une saison sèche froide allant d'octobre à février et une saison sèche chaude allant de février à mai. Les ménages, ou plus souvent une partie du ménage ou les bergers, se déplacent pendant une partie de l'année afin de conduire leurs animaux vers l'eau et les pâturages. Cette transhumance peut se faire de manière interne au pays ou parfois transfrontalière vers le Mali ou le Sénégal (Ahmed, 2018).

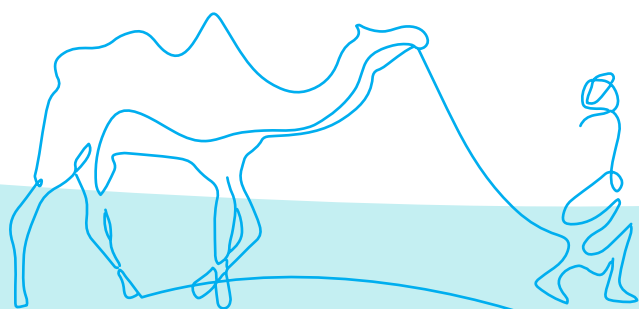
Les évolutions récentes du secteur témoignent d'une adaptation des éleveurs à une série de défis majeurs. Ceux-ci comprennent notamment les effets du changement climatique, tels que la sécheresse accrue et la diminution des précipitations, qui ont des conséquences significatives sur les ressources en eau et en pâturages. De plus, l'expansion des terres agricoles, liée à la pression démographique et à l'urbanisation croissante, réduit les espaces disponibles pour le pâturage, entraînant des conflits fonciers et une compétition accrue pour les ressources naturelles. Parallèlement, l'insécurité persistante, notamment la menace terroriste dans la région du Sahel, restreint la mobilité transfrontalière des éleveurs et leur accès aux pâturages saisonniers notamment vers le Mali, exacerbant ainsi les tensions sociales et économiques. Ces défis multiples compromettent le développement et la durabilité du pastoralisme en Mauritanie et nécessitent des mesures pour protéger les moyens de subsistance des communautés pastorales.

Dans ce contexte, la disponibilité de données actualisées et fiables sur les tendances socio-économiques du pastoralisme en Mauritanie revêt une importance capitale pour guider les initiatives et les programmes d'intervention. C'est dans cette perspective que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a initié une enquête dans plusieurs pays sahéliens, financée conjointement avec l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement

(AECID) et en collaboration avec des organisations pastorales. En Mauritanie, l'Organisation pour le développement des zones arides et semi-arides (ODZASAM) a mené des enquêtes auprès de 964 ménages pastoraux et agropastoraux en 2022. En termes d'échantillonnage, les *wilayas*¹ couvertes, l'Assaba, le Gorgol, le Guidimakha, le Hodh Ech Chargui et le Hodh El Gharbi, ont été choisies pour prendre en considération les différents systèmes de production en vigueur, et car elles concentrent environ 83 pour cent du cheptel en Mauritanie selon les données de l'Office national de la statistique (ONS).

¹ La *wilaya* désigne la plus grande division administrative en Mauritanie.

Les enquêtes ont scruté les revenus et les dépenses des ménages, ainsi que les défis auxquels ils font face et les stratégies de réponse mises en œuvre. Avec l'appui technique et scientifique de la FAO et du bureau régional de l'Afrique de l'Ouest de Practical Action, les données recueillies ont été analysées et ont permis de générer un rapport régional (Ndiaye, A. et al., 2025). Cette note résume les principaux enseignements de cette enquête en Mauritanie en vue de renforcer et consolider les politiques visant à encourager un pastoralisme durable dans le pays.



Recommandations politiques clés:

- accroître les investissements dans le secteur de l'élevage à travers l'aménagement des espaces pastoraux (marchés de bétail, balisages des zones pastorales, points d'eau, aires de repos, magasins d'aliments pour le bétail, parcs de vaccination, etc.);
- identifier, cartographier et inclure les espaces pastoraux dans l'aménagement du territoire afin de sécuriser l'accès des éleveurs aux pâturages;

- vulgariser et traduire les textes relatifs au cadre réglementaire pour mieux sensibiliser les acteurs concernés et favoriser leur mise en application;
- encourager la structuration des organisations pastorales et l'inclusion des femmes pour une meilleure représentativité des éleveurs;
- impliquer les éleveurs dans les instances décisionnelles et soutenir les mécanismes de concertation multi-acteurs tels que les comités régionaux de transhumance.

Principaux résultats de l'étude

La taille moyenne des ménages enquêtés est de 9 personnes par ménage et l'âge moyen du chef de ménage est d'environ 54 ans. L'effectif moyen des cheptels est de 54 unités de bétail tropical (UBT). Seulement 8 pour cent des ménages enquêtés sont membres d'une organisation pastorale et 13,5 pour cent d'entre eux disent également pratiquer la culture agricole.

Une réelle capacité des ménages à générer des revenus

Les résultats de cette enquête montrent que les revenus issus de l'élevage contribuent à hauteur de 85 pour cent

des revenus totaux des ménages enquêtés en moyenne et jusqu'à 93 pour cent dans le Hodh el Gharbi. Ces revenus sont constitués de 72 pour cent de ventes animales, de 2 pour cent de ventes de produits laitiers et 27 pour cent d'autoconsommation de produits d'élevage valorisés au prix du marché. L'agriculture reste marginale dans la zone d'étude avec une part des revenus issus des cultures quasi nulle dans certaines *wilayas* comme le Hodh el Gharbi et l'Assaba et de l'ordre de 6 pour cent en moyenne dans le pays. Celle-ci est particulièrement importante pour les «petits éleveurs» (40 pour cent) dont les sources de revenus sont davantage diversifiées. Les autres revenus, qui comprennent notamment les revenus issus d'autres salaires et types de commerce, représentent 9 pour cent des revenus totaux en moyenne, mais sont également plus importants chez les «petits éleveurs».



Importance des achats d'aliments pour le bétail dans les coûts de production

La désagrégation des coûts d'exploitation révèle que les aliments pour le bétail représentent une part significative de ceux-ci, soit 56 pour cent des dépenses totales. Cette part subit cependant une importante variation saisonnière allant de 9 pour cent en saison des pluies à 71 pour cent en saison sèche chaude. Les dépenses liées aux services tels que le coût des bergers et des gestionnaires de troupeaux suivent la dynamique inverse. Cette part représente 59 pour cent en saison des pluies et atteint 15 pour cent en saison sèche chaude. Les données montrent aussi que le coût des services est particulièrement important dans le sud du pays, notamment dans le Guidimakha et le Gorgol. La saison sèche chaude est la plus critique pour les éleveurs, qui génèrent à la fois moins de revenus et doivent prendre en charge davantage de dépenses durant cette période.

Disparités de genre dans la gestion des ressources pastorales

La prise en compte des indicateurs de genre dans l'analyse révèle que 8 pour cent de ces ménages sont dirigés par des femmes. En termes de cheptel, les femmes possèdent environ 16 pour cent des petits ruminants (ovins et caprins) et 20 pour cent des bovins, mais quasiment aucun camélidé et équidé. Sur une moyenne de 54 unités de bétail tropical (UBT) pour l'ensemble des ménages, les femmes en possèdent en moyenne 10, soit 18,5 pour cent du total.

L'élevage pastoral contribue fortement au produit intérieur brut (PIB) du pays

En utilisant une approche annuelle d'évaluation des coûts de production, l'étude a établi que la contribution économique

du pastoralisme au PIB de la Mauritanie se situait à environ 9,4 pour cent du PIB national et 50,5 pour cent du PIB du secteur primaire. Ces données mettent en évidence l'importance capitale du pastoralisme dans l'économie mauritanienne et la cohérence de ces estimations avec d'autres études. Ces chiffres sont cependant encore en-deçà de la réalité si l'on considère la contribution indirecte du pastoralisme à travers le reste de la chaîne de valeur comme le commerce, l'abatage, la distribution, la restauration, mais aussi les services écosystémiques de l'élevage, tels que la fertilisation des sols.

Une forte exposition aux chocs notamment d'ordre climatique et économique

L'analyse des enquêtes révèle que 20 pour cent des ménages ont reporté des difficultés d'accès aux pâturages et plus de 15 pour cent des ménages ont signalé des difficultés d'accès à l'eau au cours de l'année précédant l'enquête. Près de 34 pour cent des ménages qualifient les pâturages auxquels ils ont accès de globalement dégradés. Les analyses révèlent également une forte incidence des chocs, avec plus de 90 pour cent des ménages ayant subi au moins un choc au cours des douze derniers mois. Les chocs climatiques, notamment les sécheresses, sont les plus fréquemment reportés, suivis de près par les chocs économiques, touchant respectivement 90 pour cent et 89 pour cent des ménages interrogés. Les chocs sécuritaires ont affecté environ 21 pour cent des ménages. Près de la moitié des répondants ont reporté des chocs de santé humaine et animale. La pandémie de covid-19 a été reportée comme facteur aggravant, entraînant une restriction de la mobilité du bétail tant interne au pays que transfrontalière, la fermeture des marchés à bétail et une hausse des prix des aliments pour bétail.

Des stratégies de réponses principalement basées sur des ressources internes aux ménages

Les ménages pastoraux adoptent diverses stratégies pour faire face à ces chocs, principalement en vendant des animaux (32 pour cent), en contractant des emprunts (29 pour cent) et en ajustant leur mobilité (22 pour cent). Une analyse croisée des chocs et des stratégies montre que les chocs climatiques sont davantage associés à une modification de la mobilité tandis que face aux chocs économiques, sanitaires et climatiques, les ménages adoptent davantage le déstockage via la vente d'animaux. En revanche, face aux chocs sécuritaires, plus de 60 pour cent des ménages disent ne recourir à aucune stratégie, ce qui met en évidence leur vulnérabilité à ce type de choc. En ce qui concerne la covid-19, les ménages ont adopté pour y faire face diverses stratégies, comme la transhumance vers des zones inhabituelles, et 15 pour cent d'entre eux disent avoir reçu des aides de l'État.

Perspectives

Pour assurer la pérennité et la résilience du pastoralisme, il est impératif de sécuriser l'accès des éleveurs aux ressources pastorales. Cela inclut l'identification, la cartographie et la protection effectives des zones pastorales ainsi que la mise en place d'accords bilatéraux pour faciliter la mobilité transfrontalière. La mise en place de corridors pastoraux et de points d'eau, ainsi que l'amélioration des infrastructures telles que les marchés de bétail et les parcs de vaccination, sont des mesures essentielles pour soutenir le développement durable du secteur. Il est ainsi crucial d'accroître les investissements dans le secteur de l'élevage, notamment dans les services vétérinaires. Enfin, la structuration des organisations pastorales, la participation des femmes et des jeunes à ces organisations, ainsi que leur consultation dans les processus décisionnels sont essentielles pour garantir des politiques efficaces et adaptées aux réalités du terrain.

Références bibliographiques:

- **Agence nationale de la statistique et de l'analyse démographique et économique de Mauritanie (ANSADE).** 2023. *Note sur la croissance économique en 2022*. Nouakchott, Mauritanie.
- **Agence nationale de la statistique et de l'analyse démographique et économique de Mauritanie (ANSADE).** 2025. *Recensement général de l'élevage (2024)*. Nouakchott, Mauritanie.
- **Ahmed, M., Cecon, F., Ba, S., Leturque, H., et Guibert, B.** 2018. *Analyse des déterminants de la vulnérabilité des systèmes pastoraux et leur implication sur les ménages pastoraux et le travail des enfants dans l'Assaba, le Guidimakha, le Hodh El Chargui et le Hodh El Gharbi*. Rapport final. Nouakchott, Mauritanie. IRAM/UCAD Conseil/Save the Children.
- **Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).** 2022. *Analyse des risques climatiques pour l'identification et la pondération des stratégies d'adaptation dans le secteur agricole en Mauritanie*. Rapport d'étude.
- **Ministère de l'économie et des finances (MEF).** 2017. *SCAPP 2016-2030: Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée*. Nouakchott, Mauritanie.
- **Ndiaye, A., Mardesic, I., Velasco-Gil, G., Ouattara, C.I.** 2025. *Le pastoralisme au Sahel: évaluation économique, chocs et stratégies d'adaptation. Les cas du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cd5829fr>
- **Office national de la statistique de la Mauritanie (ONS).** 2015. *Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) 2013*. Nouakchott, Mauritanie.

- **Office national de la statistique de la Mauritanie (ONS).** 2025. *Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) 2023*. Nouakchott, Mauritanie.
- **Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).** 2018. *Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel - Vers une coexistence pacifique*. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.
- **Wane, A., Cesaro, J. D., Duteurtre, G., Touré, I., Ndiaye, A., Alary, V., Juanès, X., Ickowicz, A., Ferrari, S. et Velasco, G.** 2020. *The economics of pastoralism in Argentina, Chad and Mongolia*. FAO Animal Production and Health Paper No. 182. Rome. Co-édition FAO & CIRAD.



Avec le soutien technique de



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Citer comme suit:

FAO. 2026. *Le pastoralisme en Mauritanie: un secteur résilient face aux chocs climatiques et économiques*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd8748fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.